



8 AVRIL 2021



UNE JOURNÉE D'ACTION QUI DOIT COMPTER !

Les quatre organisations syndicales représentatives dans les IEG :



Appellent à une grande journée de grève le jeudi 8 avril 2021, jour du 75^{ème} anniversaire de la nationalisation de l'électricité et du gaz.

Les **retraités et pensionnés** ont toute leur place dans cette action qui vise à empêcher le passage en force des dirigeants de l'Etat et de leurs complices à Bruxelles.

EDF est en danger de mort ! En gros le « deal » actuel entre l'Etat français et l'UE repose sur trois fracturations d'EDF :

- ▶ La **production électrique nucléaire** serait mise sous contrôle d'une structure publique.
- ▶ Les **entreprises de réseaux** (ENEDIS et Système Electrique Insulaire), la **commercialisation**, les **services** et les **énergies renouvelables** seraient dissociés d'EDF et mis en vente à la découpe.
- ▶ Les **concessions hydro-électriques** seraient isolées dans une sorte de Régie publique.

ENGIE n'est pas en reste, et avec la complicité du gouvernement, elle se prépare à se séparer de près de 70 000 salariés grâce à un plan de découpe et de cessions d'activités qui pourraient lui être fatal.

Chacun peut imaginer les conséquences sociales si ces scénarii de démantèlement voient le jour.

Président de la République et gouvernement seront-ils les artisans de ce désastre économique et social ?

Sollicités depuis de nombreux mois avec la sortie du plan « Hercule » par les quatre organisations syndicales, qui ont été reçus de nouveau le 17 mars 2021 par les services du Premier Ministre, le pouvoir politique n'entend rien dévoilé d'un plan qui se trame avec la Commission Européenne.

Le Parlement serait saisi entre juin et l'automne 2021 de ce plan qui risque de reposer sur la ligne libérale de Bruxelles. Cette dernière œuvrant depuis plusieurs années pour obtenir la « peau » d'EDF, comme elle a eu celle de GDF en 2008 avec le « raid » de Suez, suscité par Sarkozy, complice des milliardaires actionnaires du groupe franco-belge.

Menaces sur notre Statut National !

Régimes spéciaux de retraite (CNIEG) et de Maladie (CAMIEG), tarif-agent, droits familiaux sont mis à l'index alors qu'ils se trouvent au cœur du Statut National qui fête ses 75 ans cette année.

La Cour des comptes a, à la demande de la majorité politique actuelle, investigué pour saper les droits actuels et inciter le gouvernement à prendre des mesures d'abrogation de plusieurs dispositions applicables aux salariés ainsi qu'aux retraités : tarif-agent et droits familiaux figurent au premier rang.

Avec la réforme des retraites (mise en veille avec la crise sanitaire) telle qu'elle se projette avec un régime universel à points ce serait la mort du régime spécial des IEG.

Quant à la CAMIEG qui vient de subir en six ans deux pillages de l'Etat de 175 Millions d'€ chacun dans ses caisses (1200 € /bénéficiaires), elle perd de plus en plus de ses prérogatives du fait de pressions permanentes des ministères en charge de la tutelle.

Pour les personnels en activité, la garantie de l'emploi est remise en cause et le terme de licenciements « économiques » commencent à prendre place dans le vocabulaire de la branche des IEG, comme sur le site de Gardanne inscrit dans un plan de liquidation du centre industriel et des salariés qui en assurent son exploitation.

En cette année où nous commémorons les 75 ans d'EDF-GDF, des nationalisations et de son corollaire le Statut National, nous devons avant tout faire face aux graves menaces qui pèsent sur l'avenir du service public de l'énergie. C'est un enjeu qui dépasse largement le sort des agents actifs et retraités. C'est une question qui concerne la Nation tout entière.

SOYONS A LA HAUTEUR DE CES ENJEUX ET SOYONS NOMBREUX DANS LES MANIFESTATIONS ET RASSEMBLEMENTS QUI SE TIENDRONT DANS LES GRANDES VILLES.

ENSEMBLE ACTIFS ET RETRAITÉS, MASQUÉS MAIS NON MUSELÉS, POURSUIVONT, LE 8 AVRIL 2021, NOS LUTTES POUR LA PRÉSERVATION D'UN VRAI SERVICE PUBLIC DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ.